

FEDERATION DES CHASSEURS DE SEINE MARITIME

**Siège social : RUE DE L'ETANG
76890 BELLEVILLE EN CAUX**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Préparé par François-Noël BELLUT
Commissaire aux Comptes
30 Rue des Goëlands
76130 Mt St AIGNAN*

 **commissaire
aux comptes**

VOLUME 58, NUMBER 1
JANUARY 1967

THE JOURNAL OF THE AMERICAN MEDICAL ASSOCIATION
PUBLISHED WEEKLY
CHICAGO, ILL., U.S.A.

Subscription Service
Single Copies
Advertising Rates
Information for Subscribers

Subscription Service
Single Copies
Advertising Rates
Information for Subscribers

FEDERATION DES CHASSEURS DE SEINE MARITIME

**Siège social : RUE DE L'ETANG
76890 BELLEVILLE EN CAUX**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS AU 30/06/2024

Aux sociétaires

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par l'Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de votre association relatifs à l'exercice clos au 30/06/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fédération des chasseurs à la fin de cet exercice.

Les notes annexes aux comptes annuels sous le paragraphe « titres immobilisés » et « précisions générales complémentaires » apportent des précisions sur les dérogations apportées aux méthodes comptables, sans impact sur l'opinion donnée ci-dessous.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion, à l'exception des points décrits dans le paragraphe ci-dessous.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels du présent rapport ».

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} juillet 2023 jusqu'à la date d'émission de mon rapport, et notamment n'ai pas fourni de service interdit par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues comme sur la présentation d'ensemble des comptes et notamment sur l'exercice de la bonne prise en compte des opérations de caisse.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux sociétaires

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de la société relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises

individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.


Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ROUEN, le 28 Mars 2025

FRANCOIS-NOEL BELLUT

 **commissaire
aux comptes**

BILAN ACTIF

| ACTIF | | Exercice N 30/06/2024 12 | | | Exercice N-1 30/06/2023 12 | Ecart N / N-1 | |
|---|--|-----------------------------|------------------------------------|-----------|-------------------------------|---------------|---------|
| | | Brut | Amortissements et Provisions | Net | Net | Euros | % |
| ACTIF IMMOBILISE | Immobilisations incorporelles | | | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | | | |
| | Frais de recherche et de développement | | | | | | |
| | Donations temporaires d'usufruit | | | | | | |
| | Concessions, brevets, licences, marques... | 251 508 | 250 323 | 1 185 | 17 492 | 16 307- | 93. 22- |
| | Immobilisations incorporelles en cours | | | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | | | |
| | Immobilisations corporelles | | | | | | |
| | Terrains | 320 814 | 154 263 | 166 550 | 169 818 | 3 267- | 1. 92- |
| | Constructions | 1 851 143 | 1 275 615 | 575 528 | 633 081 | 57 553- | 9. 09- |
| | Installations techniques Matériel et outillage | 870 629 | 707 348 | 163 281 | 169 885 | 6 604- | 3. 89- |
| | Immobilisations corporelles en cours | 39 477 | | 39 477 | 39 477 | | |
| | Avances et acomptes | | | | | | |
| ACTIF CIRCULANT | <i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i> | | | | | | |
| | Immobilisations financières ⁽¹⁾ | | | | | | |
| | Participations et Créances rattachées | | | | | | |
| | Autres titres immobilisés | 3 447 356 | | 3 447 356 | 3 460 861 | 13 505- | 0. 39- |
| | Prêts | | | | | | |
| | Autres | 35 | | 35 | 35 | | |
| | Total I | 6 780 961 | 2 387 549 | 4 393 412 | 4 490 648 | 97 236- | 2. 17- |
| | Stocks et en cours | | | | | | |
| | Créances ⁽²⁾ | | | | | | |
| | Créances clients, usagers et comptes rattachés | | | | | | |
| | Créances reçues par legs ou donations | | | | | | |
| | Autres | 459 728 | | 459 728 | 449 986 | 9 742 | 2. 16 |
| | Valeurs mobilières de placement | 1 528 934 | | 1 528 934 | 1 409 100 | 119 834 | 8. 50 |
| Comptes de Régularisation | Instruments de trésorerie | | | | | | |
| | Disponibilités | 284 896 | | 284 896 | 533 066 | 248 171- | 46. 56- |
| | Charges constatées d'avance ⁽²⁾ | 171 396 | | 171 396 | 179 394 | 7 998- | 4. 46- |
| | Total II | 2 444 953 | | 2 444 953 | 2 571 546 | 126 594- | 4. 92- |
| Comptes de Régularisation | Frais d'émission des emprunts (III) | | | | | | |
| | Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | | | |
| | Ecart de conversion actif (V) | | | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI) | | 9 225 913 | 2 387 549 | 6 838 365 | 7 062 194 | 223 829- | 3. 17- |

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

| PASSIF | | Exercice N 30/06/2024 12 | | Exercice N-1 30/06/2023 12 | | Ecart N / N-1 | |
|---------------------------------|--|-----------------------------|--|-------------------------------|--|---------------|----------|
| | | | | | | Euros | % |
| FONDS PROPRES | Fonds propres | | | | | | |
| | Fonds propres sans droit de reprise : | | | | | | |
| | Fonds propres statutaires | | | | | | |
| | Fonds propres complémentaires | | | | | | |
| | Fonds propres avec droit de reprise : | | | | | | |
| | Fonds statutaires | | | | | | |
| | Fonds propres complémentaires | | | | | | |
| | Ecarts de réévaluation | | | | | | |
| | Réserves : | | | | | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | | | | | |
| FONDS DÉDIÉS | Réserves pour projet de l'entité | 524 335 | | 619 220 | | 94 885- | 15. 32- |
| | Autres | 4 915 730 | | 4 618 579 | | 297 151 | 6. 43 |
| | Report à nouveau | | | | | | |
| | Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits) | 248 224 | | 202 266 | | 45 958 | 22. 72 |
| | | | | | | | |
| | Situation nette (sous total) | 5 688 289 | | 5 440 065 | | 248 224 | 4. 56 |
| | | | | | | | |
| | Fonds propres consommables | | | | | | |
| | Subventions d'investissement | 237 355 | | 259 108 | | 21 753- | 8. 40- |
| | Provisions réglementées | | | | | | |
| PROVISIONS | Total I | 5 925 643 | | 5 699 173 | | 226 471 | 3. 97 |
| | | | | | | | |
| | Fonds reportés liés aux legs ou donations | | | | | | |
| | Fonds dédiés | 65 136 | | 90 943 | | 25 806- | 28. 38- |
| | | | | | | | |
| | Total II | 65 136 | | 90 943 | | 25 806- | 28. 38- |
| | | | | | | | |
| | Provisions pour risques | | | | | | |
| | Provisions pour charges | | | | | | |
| | Total III | | | | | | |
| DETTE (1) | Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | | | | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) | | | 300 000 | | 300 000- | 100. 00- |
| | Emprunts et dettes financières diverses | | | | | | |
| | Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés | | | | | | |
| | Dettes des legs ou donations | | | | | | |
| | Dettes fiscales et sociales | 149 265 | | 156 753 | | 7 489- | 4. 78- |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | | | |
| | Autres dettes | 609 153 | | 452 438 | | 156 715 | 34. 64 |
| | Instruments de trésorerie | | | | | | |
| | Produits constatés d'avance | 89 167 | | 362 887 | | 273 720- | 75. 43- |
| ECARTS DE CONVERSION PASSIF (V) | Total IV | 847 585 | | 1 272 079 | | 424 494- | 33. 37- |
| | | | | | | | |
| | Ecarts de conversion passif (V) | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 6 838 365 | | 7 062 194 | | 223 829- | 3. 17- |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | | Exercice N-1 | | Ecart N / N-1 | |
|---|------------|----|--------------|----|---------------|---------|
| | 30/06/2024 | 12 | 30/06/2023 | 12 | Euros | % |
| Produits d'exploitation ⁽¹⁾ | | | | | | |
| Cotisations | 1 161 892 | | 1 140 314 | | 21 578 | 1. 89 |
| Ventes de biens et services | | | | | | |
| Ventes de biens | 88 001 | | 115 095 | | 27 094- | 23. 54- |
| Ventes de dons en nature | | | | | | |
| Ventes de prestations de service | 137 818 | | 140 358 | | 2 540- | 1. 81- |
| Parrainages | | | | | | |
| Produits de tiers financeurs | | | | | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 399 397 | | 346 955 | | 52 442 | 15. 11 |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommptible | | | | | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | | | | | |
| Dons manuels | | | | | | |
| Mécénats | | | | | | |
| Legs, donations et assurances-vie | | | | | | |
| Contributions financières | 129 866 | | 126 341 | | 3 525 | 2. 79 |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 97 679 | | 79 253 | | 18 426 | 23. 25 |
| Utilisations des fonds dédiés | 86 608 | | 62 828 | | 23 780 | 37. 85 |
| Autres produits | 197 506 | | 178 467 | | 19 040 | 10. 67 |
| Total I | 2 298 767 | | 2 189 611 | | 109 156 | 4. 99 |
| Charges d'exploitation ⁽²⁾ | | | | | | |
| Achats de marchandises | 88 001 | | 115 095 | | 27 094- | 23. 54- |
| Variation de stock | | | | | | |
| Autres achats et charges externes | 762 123 | | 674 626 | | 87 496 | 12. 97 |
| Aides financières | 513 325 | | 506 494 | | 6 831 | 1. 35 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 104 173 | | 96 695 | | 7 478 | 7. 73 |
| Salaires et traitements | 972 373 | | 901 022 | | 71 351 | 7. 92 |
| Charges sociales | 449 975 | | 404 384 | | 45 591 | 11. 27 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 130 053 | | 133 061 | | 3 009- | 2. 26- |
| Dotations aux provisions | | | | | | |
| Reports en fonds dédiés | 60 801 | | 94 699 | | 33 898- | 35. 80- |
| Autres charges | 165 117 | | 146 299 | | 18 818 | 12. 86 |
| Total II | 3 245 941 | | 3 072 376 | | 173 565 | 5. 65 |
| | | | | | | |
| 1 - Résultat d'exploitation (I-II) | 947 174- | | 882 765- | | 64 409- | 7. 30- |
| | | | | | | |

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

FEDERAT. DEPTALE. DES CHASSEURS

ROUTE DE L'ETANG

76890 BELLEVILLE EN CAUX

ANNEXE DU 01/07/2023 AU 30/06/2024

NORMECO

18 B Rue Alfred KASTLER

P.A.T. de la Vatine

76130 MONT SAINT AIGNAN

02.35.60.40.19

ANNEXE

Exercice du 01/07/2023 au 30/06/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 6 838 364.92 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 2 298 767.06 Euros et dégageant un excédent de 248 223.61 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/07/2023 au 30/06/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Depuis le règlement ANC 2018-06, les ressources externes obtenues des subventions affectées à des projets précis et non encore utilisés conformément à l'engagement pris à l'égard des financeurs sont portées en fin d'exercice au passif du bilan au poste "Fonds dédiés".

Au compte de résultat sont enregistrés :

- En charges dans le poste "engagements à réaliser sur ressources affectées", la part des subventions reçus dans l'exercice et non utilisés à la clôture.

ANNEXE

Exercice du 01/07/2023 au 30/06/2024

- En produits dans le poste "Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs", la reprise des sommes inscrites en fonds dédiés, au fur et à mesure que les dépenses relatives aux projets sont engagées.

Informations générales complémentaires

Présentation de la Fédération des Chasseurs de Seine-Maritime :

La Fédération des Chasseurs de Seine-Maritime, située à Belleville en Caux, est une association de type Loi 1901. Elle a pour mission de représenter les intérêts des chasseurs dans le département y compris devant les différentes juridictions, d'apporter une aide à tous ses adhérents et de coordonner leurs efforts en vue d'améliorer la chasse dans l'intérêt général.

Elle participe à la mise en valeur du patrimoine cynégétique départemental et à la protection de la faune sauvage et de ses habitats.

La Fédération regroupe les titulaires du permis de chasser ayant validé celui-ci pour le département et les personnes physiques ou morales titulaires d'un droit de chasse dans le département et demandant un plan de chasse ou un plan de gestion. Peuvent également adhérer à la Fédération, les personnes physiques et morales titulaires dans le département d'un droit de chasse et sauf opposition du conseil d'administration, les personnes désirant bénéficier des services complémentaires (surveillance et gestion des territoires) de la Fédération.

Informations complémentaires :

Comme les exercices précédents, les produits à recevoir sur les subventions sur projet n'ont été appréhendés qu'en fonction des demandes intermédiaires d'acomptes émises par la Fédération.

Cette disposition semble la plus prudente en l'état, compte tenu des délais d'examens par les financeurs et des résultats d'instruction passés.

Conformément au règlement ANC 2018-06. Le bénévolat doit faire l'objet d'une comptabilisation dans les comptes sociaux des associations. A la clôture du 30/06/2024, la Fédération des Chasseurs de Seine-Maritime est dans l'impossibilité de la mesurer

Il a été constaté à la clôture du bilan une provision dégâts. Cette provision est estimée chaque année en fonction des dossiers provisoires ouverts à la clôture de l'exercice.

Il est inscrit à l'actif du bilan dans le poste "Immobilisations en cours" la somme de 39 477 € correspondant aux dépenses liées au projet d'en stand de tir pour la formation du permis de chasser. Il a été décidé après la clôture du bilan d'arrêter ce projet, cette somme sera donc comptabilisée en charge sur l'exercice clos au 30 juin 2025.

ANNEXE

Exercice du 01/07/2023 au 30/06/2024

Dérogation aux principes comptables des titres immobilisés

Par dérogation aux normes comptables, les obligations détenues auprès du Crédit Agricole n'ont pas fait l'objet d'une dépréciation qui aurait été de 94 K€. Cette dépréciation constatée à la clôture de l'exercice porte sur des titres souscrits avec une garantie de capital à terme et rien n'indique, compte tenu de la trésorerie disponible à court ou moyen terme, que la Fédération des Chasseurs de Seine-Maritime puisse avoir recours à l'utilisation de ce fonds long terme en urgence, ni qu'à la date de publication des comptes la dépréciation soit toujours d'actualité.

Le poste "autres titres immobilisés" comporte des SCPI pour un montant de 1 299 K€, la valeur de retrait en cas de cession immédiate dégagerait une perte de 153 K€. La Fédération des Chasseurs de Seine-maritime n'ayant pas besoin de ces fonds à court terme et souhaitant gérer à moyen et long terme ces titres, aucune dépréciation n'a été comptabilisée au bilan. Pour information, les produits financiers de l'exercice de ces SCPI s'élèvent à 65 K€.

Pour les autres placements détenus auprès du Crédit Agricole, il ressort une plus-value latente de 65 K€, plus-value latente non comptabilisée.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -**Etat des immobilisations**

| | Valeur brute début d'exercice | Augmentations | |
|--|-------------------------------------|---------------|--------------|
| | | Réévaluations | Acquisitions |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | 2 51 508 | | |
| TOTAL | | | |
| Terrains | 3 20 814 | | |
| Constructions sur sol propre | 1 660 482 | | |
| Installations générales agencements aménagements des constructions | 189 612 | | 1 049 |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriel | 152 785 | | 2 627 |
| Installations générales agencements aménagements divers | 6 703 | | |
| Matériel de transport | 271 693 | | 39 690 |
| Matériel de bureau et informatique, Mobilier | 349 279 | | 4 236 |
| Emballages récupérables et divers | 65 034 | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 39 477 | | |
| TOTAL | 3 055 879 | | 47 602 |
| Autres titres immobilisés | 3 460 861 | | 1 201 495 |
| Prêts, autres immobilisations financières | 35 | | |
| TOTAL | 3 460 896 | | 1 201 495 |
| TOTAL GENERAL | 6 768 283 | | 1 249 097 |

ANNEXE

Exercice du 01/07/2023 au 30/06/2024

| | Diminutions | | Valeur brute en fin d'exercice | Réévaluation Valeur d'origine fin exercice |
|--|---------------|-----------|--------------------------------------|--|
| | Poste à Poste | Cessions | | |
| Autres immobilisations incorporelles TOTAL | | | 251 508 | 251 508 |
| Terrains | | | 320 814 | 320 814 |
| Constructions sur sol propre | | | 1 660 482 | 1 660 482 |
| Installations générales agencements aménagements constr. | | 0 | 190 660 | 190 660 |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriel | | 0 | 155 412 | 155 412 |
| Installations générales agencements aménagements divers | | | 6 703 | 6 703 |
| Matériel de transport | | 21 418 | 289 965 | 289 965 |
| Matériel de bureau et informatique, Mobilier | | | 353 515 | 353 515 |
| Emballages récupérables et divers | | | 65 034 | 65 034 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | 39 477 | 39 477 |
| TOTAL | | 21 419 | 3 082 062 | 3 082 062 |
| Autres titres immobilisés | | 1 215 000 | 3 447 356 | 3 447 356 |
| Prêts, autres immobilisations financières | | | 35 | 35 |
| TOTAL | | 1 215 000 | 3 447 391 | 3 447 391 |
| TOTAL GENERAL | | 1 236 419 | 6 780 961 | 6 780 961 |

Etat des amortissements

| Situations et mouvements de l'exercice | | Montant début d'exercice | Dotations de l'exercice | Diminutions Reprises | Montant fin d'exercice |
|--|-----------------------------|------------------------------|---------------------------------|-----------------------------|---------------------------|
| Autres immobilisations incorporelles TOTAL | | 234 016 | 16 307 | | 250 323 |
| Terrains | | 150 996 | 3 267 | | 154 263 |
| Constructions sur sol propre | | 1 091 868 | 48 021 | | 1 139 889 |
| Installations générales agencements aménagements constr. | | 125 145 | 10 581 | 0 | 135 726 |
| Installations techniques, Matériel et outillage industriel | | 128 881 | 7 160 | | 136 041 |
| Installations générales agencements aménagements divers | | 6 703 | | | 6 703 |
| Matériel de transport | | 196 849 | 34 372 | 20 139 | 211 081 |
| Matériel de bureau et informatique, Mobilier | | 316 848 | 10 346 | 0 | 327 193 |
| Emballages récupérables et divers | | 26 329 | | | 26 329 |
| TOTAL | | 2 043 619 | 113 747 | 20 140 | 2 137 226 |
| TOTAL GENERAL | | 2 277 635 | 130 053 | 20 140 | 2 387 549 |
| Ventilation des dotations de l'exercice | Amortissements linéaires | Amortissements dégressifs | Amortissements exceptionnels | Amortissements dérogatoires | |
| | | | | Dotations | Reprises |
| Autres immob.incorporelles TOTAL | 16 307 | | | | |
| Terrains | 3 267 | | | | |
| Constructions sur sol propre | 48 021 | | | | |
| Instal.générales agenc.aménag.constr. | 10 581 | | | | |
| Instal.techniques matériel outillage indus. | 7 160 | | | | |
| Matériel de transport | 34 372 | | | | |
| Matériel de bureau informatique mobilier | 10 346 | | | | |
| TOTAL | 113 747 | | | | |
| TOTAL GENERAL | 130 053 | | | | |

ANNEXE

Exercice du 01/07/2023 au 30/06/2024

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

| VARIATION DES FONDS PROPRES | A l'ouverture | Affectation du résultats | Augmentation | Diminution ou consommation | A la clôture |
|-----------------------------------|---------------|-----------------------------|--------------|-------------------------------|--------------|
| Réserves | 5 237 799 | 202 266 | | | 5 440 065 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 202 266 | 202 266 | 248 224 | | 248 224 |
| Situation nette | 5 440 065 | | 248 224 | | 5 688 289 |
| Subventions d'investissement | 259 108 | | | 21 753 | 237 355 |
| TOTAL I | 5 699 173 | 404 532 | 248 224 | 21 753 | 5 925 643 |

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

| VARIATION DES FONDS DEDIES | A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE | REPORTS | UTILISATIONS | | TRANSFERTS | A LA CLOTURE DE L'EXERCICE | |
|---|--------------------------------|---------|----------------|------------------------|------------|-------------------------------|------------------------|
| | | | Montant global | Dont remboursements | | Montant global | Dont fonds dédiés * |
| Contributions financières d'autres organismes | 90 942 | 60 801 | 86 607 | | | 65 136 | 65 136 |
| RESTAURATION DES MARES | 7 790 | | 3 455 | | | 4 335 | 4 335 |
| RENATURALISATION 2023 | 27 072 | | 27 072 | | | | |
| ICE 2023 | 56 080 | | 56 080 | | | | |
| TOURBIERE | | 22 469 | | | | 22 469 | 22 469 |
| ICE 2024 | | 13 899 | | | | 13 899 | 13 899 |
| RENATURALISATION 2024 | | 24 433 | | | | 24 433 | 24 433 |
| TOTAL | 90 942 | 60 801 | 86 607 | | | 65 136 | 65 136 |

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

ANNEXE

Exercice du 01/07/2023 au 30/06/2024

Etat des provisions

Néant

Etat des échéances des créances et des dettes

| Etat des créances | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an |
|------------------------------------|----------------|----------------|---------------|
| Autres immobilisations financières | 3 5 | | 3 5 |
| Débiteurs divers | 448 045 | 448 045 | |
| Charges constatées d'avance | 171 396 | 171 396 | |
| TOTAL | 619 475 | 619 440 | 35 |

| Etat des dettes | Montant brut | A 1 an au plus | De 1 à 5 ans | A plus de 5 ans |
|---|----------------|----------------|--------------|-----------------|
| Personnel et comptes rattachés | 74 828 | 74 828 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 41 795 | 41 795 | | |
| Impôts sur les bénéfices | 25 955 | 25 955 | | |
| Autres impôts taxes et assimilés | 6 687 | 6 687 | | |
| Autres dettes | 609 153 | 609 153 | | |
| Produits constatés d'avance | 89 167 | 89 167 | | |
| TOTAL | 847 585 | 847 585 | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | 300 000 | | | |

Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

| | Valeurs | Taux d'amortissement |
|-----------|---------|-------------------------|
| Logiciels | 251 508 | 33.33 |

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/07/2023 au 30/06/2024

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

| Catégorie | Mode | Durée |
|-------------------------------|----------|-------------|
| Constructions | Linéaire | 10 à 50 ans |
| Agencements et aménagements | Linéaire | 8 à 20 ans |
| Installations techniques | Linéaire | 5 à 10 ans |
| Matériels et outillages | Linéaire | 3 à 8 ans |
| Matériels de transport | Linéaire | 2 à 4 ans |
| Matériels bureau/informatique | Linéaire | 3 à 4 ans |
| Mobilier | Linéaire | 10 ans |

Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Par dérogations , les pertes latentes n'ont pas fait l'objet d'une dépréciation comme stipulée au paragraphe "informations générales complémentaires" de l'annexe.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

ANNEXE

Exercice du 01/07/2023 au 30/06/2024

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

| Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan | Montant |
|--|---------|
| Autres créances | 158 438 |
| Valeurs mobilières de placement | 35 110 |
| Total | 193 547 |

Charges à payer

| Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan | Montant |
|--|---------|
| Dettes fiscales et sociales | 123 309 |
| Autres dettes | 527 378 |
| Total | 650 687 |

Charges et produits constatés d'avance

| Charges constatées d'avance | Montant |
|-----------------------------|---------|
| Charges d'exploitation | 116 538 |
| Charges financières | 3 986 |
| Charges exceptionnelles | 50 871 |
| Total | 171 395 |
| Produits constatés d'avance | Montant |
| Produits d'exploitation | 89 167 |
| Total | 89 167 |

Subventions d'équipement

Les subventions d'équipements inscrites au bilan de la Fédération Départementales des Chasseurs, est toujours actives, concernent la construction de Belleville en Caux en 2004 pour un montant de 1 597 977.90 euros. Cet investissement avait fait l'objet d'une subvention de la part de la Région (Conseil Régional) à hauteur de 144 000 euros et d'une subvention de la part du Département (Conseil Départemental) à hauteur de 605 853 euros.

ANNEXE

Exercice du 01/07/2023 au 30/06/2024

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Rémunération des dirigeants

Depuis le 1er juillet 2008, le Président bénéficie d'une indemnité mensuelle calculée dans le respect des règles de droit.

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 11 149 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 9 977 €
- honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L. 822-11 : 1 172 €

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Engagement en matière de pensions et retraites

La Fédération externalise la gestion des Indemnités de fin de carrière auprès du Groupe ALLIANZ.

Il a été opéré un prélèvement de 45 203.47 € en date du 18/08/2023.

Au 31 décembre 2023, dernière information connue, le solde du compte de gestion des IFC est de 174 740.76 euros.

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

ANNEXE

Exercice du 01/07/2023 au 30/06/2024

Produits et charges exceptionnels

| Nature | Montant | imputé au compte |
|-----------------------------------|-----------|------------------|
| Produits exceptionnels | | |
| - LIBERALITES RECUES | 40 | 77130000 |
| - PRISE EN CHARGE IFC | 35 921 | 77181000 |
| - CONVENTION AIDE FINANCIERE DG | 351 870 | 77301000 |
| - TIMBRES GRAND GIBIERS | 102 719 | 77310000 |
| - DISPOSITIFS DE MARQUAGE | 898 370 | 77320000 |
| - BRACELETS FAISANS | 2 290 | 77365000 |
| - BRACELETS LIEVRES | 32 464 | 77360000 |
| - BRACELETS PERDRIX | 5 157 | 77370000 |
| - TAXE HECTARE | 459 082 | 77390000 |
| - CESSION IMMOBILISATION | 21 500 | 77500000 |
| - Q/P SUBVENTION D'INVEST VERSEE | 21 753 | 77700000 |
| - AUTRES PRODUITS DIVERS | 43 094 | 77800000 |
| - TRANSFERTS DE CHARGES ICE | 188 947 | 79700000 |
| Total | 2 163 207 | |
| Charges exceptionnelles | | |
| - PRISE EN CHARGE DOSSIERS DEGATS | 1 048 577 | 67300000 |
| - VNC IMMOBILISATION | 16 279 | 77500000 |
| - AUTRES CHARGES DIVERS | 25 531 | 67800000 |
| Total | 1 090 387 | |

Conformément au Guide Comptable des Fédérations Départementales des Chasseurs qui vient compléter le plan comptable des associations, certains produits sont constatés dans le résultat exceptionnel. Tel est le cas des timbres, dispositifs de marquages, bracelet, contributions d'indemnisation de l'OFB,...

Transferts de charges

| Nature | Montant |
|-------------------------------|---------|
| ECO-CONTRIBUTION-EXPLOITATION | 97 679 |
| Total | 97 679 |